

## Position sur le débat sur la transition énergétique

### Position de l'URVN-FNE PACA sur le débat sur la transition énergétique en Provence Alpes Côte d'Azur.

#### 1 Préambule :

L'énergie est le sang de notre société. C'est elle qui aujourd'hui permet à l'industrie de tourner, aux déplacements modernes d'exister, aux foyers d'accéder à un confort de vie.

En PACA, cette énergie est issue à 90% d'énergies fossiles ou nucléaires, en tout état de cause non renouvelables et donc non durables. L'utilisation de ces sources d'énergie fait courir des risques sanitaires et environnementaux d'une ampleur inconnue jusqu'alors dans l'histoire humaine. Pour autant, c'est grâce à elles que notre société connaît un mode de vie d'aisance. La situation ne sera pas longtemps soutenable si notre confort est basé sur une consommation toujours plus forte de biens et de services utilisant toujours plus d'énergie.

Les avantages immédiats de l'utilisation de ces ressources énergétiques ne doivent pas nous plonger dans le déni des inconvénients incalculables futurs, changement climatique en tête.

**Comment alors sortir (de façon choisie et non subie) d'un système de fonctionnement pour en créer un nouveau, et quels doivent être les fondements d'un nouveau système énergétique ? C'est à ces questions-là que doit répondre un programme de transition énergétique. Il est clair que cette transition doit être aussi écologique. Elle ne peut pas avoir comme seul objectif de palier une raréfaction des énergies fossiles conventionnelles, ou avoir une visée purement économique pour le pays. Une telle vision rétrécie ne sera pas tenable à long terme. Ce programme de transition énergétique doit concevoir des enjeux écologiques et sociologiques forts. Il devra être mis en place très rapidement si notre société humaine ne veut pas le vivre dans la douleur.**

Nous avons conscience que ce changement de paradigme sera complexe. Ainsi, FNE PACA entend apporter sa pierre à l'édifice au travers des positions et propositions que nous développons dans cette note qui ne se veut pas exhaustive.

#### 2 Que pourrait-être un système énergétique durable ?

Quelques évidences pour commencer.

- Une énergie durable ne peut pas être présente en quantité finie aux échelles de temps humains, ou alors être présente en une telle quantité qu'il est impensable d'en arriver un jour à terme... (ce qui suppose une capacité d'estimation de la ressource et de projection de la demande future, pas facile).
- Une énergie durable doit être renouvelable à une échelle de temps humain.
- Il ne faut pas prélever cette ressource renouvelable à un taux supérieur à son taux de renouvellement.

### Position sur le débat sur la transition énergétique

- Idéalement, les moyens de générer ou capter cette énergie doivent également être renouvelables, faute de quoi, on risque de déplacer l'enjeu énergétique sur d'autres ressources naturelles.
- Cette énergie doit avoir un coût « durable » et acceptable pour la population, n'entraînant pas de précarité énergétique. Les foyers en situation de précarité énergétique consacrent plus de 10% de leurs revenus pour payer leurs factures d'énergie : il sera essentiel de cibler les aides vers ceux qui en ont vraiment besoin en évitant les mesures globales qui tentent de maintenir provisoirement une énergie moins chère pour tous que ce soit pour l'habitat ou les transports. La notion de coût s'entend, non pas en coût du Kilowatt, ou du litre de carburant, mais en impact financier du service rendu.

Il ressort immédiatement de ces 5 points, que l'ensemble des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) et nucléaires (uranium) ne se qualifient pas pour entrer dans un système énergétique durable. Par conséquent, il nous faut ajouter un 6<sup>ème</sup> point :

- Un système énergétique durable doit viser à se substituer **progressivement mais rapidement**, et ce bien avant tout risque de rupture d'approvisionnement, à l'utilisation de ressources non renouvelables. La notion de rapidité est indispensable en regard des problèmes de qualité de l'air dont nous commençons à souffrir, ainsi que des méfaits déjà constatés du réchauffement climatique.

Il apparaît de ce qui précède, et avec les connaissances actuelles, que seules les sources énergies suivantes peuvent prétendre constituer les piliers d'un système énergétique durable :

- Solaire (photovoltaïque et thermique)
- Eolien
- Biomasse (bois, déchets, cultures dédiées sous conditions...) y compris marine
- Cultures de micro algues pour extraire des huiles transformables en hydrocarbures
- Géothermie
- Energies marines
- Hydraulique

Une liste impressionnante face aux seuls gaz, pétrole, charbon et uranium, mais qui cache un point d'importance central. Ces formes d'énergies renouvelables sont diffuses, là où les énergies fossiles sont concentrées et denses. Et cela change tout ! Un système de production d'énergie ne peut simplement se substituer à un autre tout étant égal par ailleurs. La transition vers l'utilisation de ces nouvelles ressources est un puissant facteur d'innovation technologique et de conquête industrielle pour notre région.

Ce peut être aussi un puissant facteur de conscience, et de responsabilisation citoyenne ainsi que l'occasion de renforcer la démocratie locale.

## Position sur le débat sur la transition énergétique

### 3 Les 3 éléments de la transition.

Le taux de gaspillage énorme de l'énergie dans nos vies quotidiennes doit nous pousser à réduire nos consommations. De plus, les améliorations techniques devraient nous permettre de consommer moins d'énergie. Cette diminution prend classiquement deux volets :

- Réduire les gaspillages et se focaliser sur les besoins essentiels : c'est la sobriété.
- Diminuer la quantité d'énergie primaire requise pour rendre un service donné : c'est l'efficacité énergétique. Cette efficacité a 2 volets : Repenser nos modes de fonctionnement, pour une consommation moindre à service rendu au final identique, et utiliser toutes les améliorations techniques allant dans le sens d'un meilleur rendement énergétique.

**Ainsi, s'ajoutent aux renouvelables deux autres volets de la transition : la diminution des consommations (sobriété énergétique) et l'efficacité énergétique.**

S'ouvre alors un chantier immense. L'évolution de notre modèle énergétique et de nos modes de vie montre d'importants leviers d'actions. Notre fédération régionale l'URVN FNE PACA entend s'inscrire comme force de propositions dans la construction de cette transition énergétique qui s'avère autant nécessaire qu'inévitable pour l'avenir de notre société.

### 4 Les propositions de l'URVN-FNE PACA

En lien avec tout ce qui précède, la fédération régionale URVN-FNE PACA considère qu'une transition énergétique régionale réussie doit s'articuler sur le triptyque :

1. Diminution des productions et consommations énergétiques (sobriété)
2. Amélioration de l'existant (efficacité)
3. Déploiement des énergies renouvelables.

Pour ce faire, nous préconisons que la région oriente sa politique énergétique dans les directions suivantes :

- **L'énergie la plus écologique et la plus économique est celle que l'on ne consomme pas.**

La priorité doit être donnée à toutes les actions permettant la diminution des consommations :

- **L'isolation thermique des bâtiments est un levier majeur.** Ce point doit devenir une priorité régionale. Le chauffage représente selon Energ'air 59 % des consommations d'énergie en PACA. Il convient de commencer par les bâtiments publics et collectifs, pour les raisons suivantes : l'Etat, les collectivités (privées et publiques) doivent impulser l'élan et se montrer exemplaires. Elles font appel à des sociétés de taille

## Position sur le débat sur la transition énergétique

importante qui possèdent d'ores et déjà les savoir-faire en matière de thermicité des bâtiments. Le résultat peut être rapide.

L'isolation des logements individuels est un chantier à plus long terme. En effet, elle fait appel à des artisans dont le savoir-faire est à perfectionner en matière d'isolation. Une réelle filière créatrice d'emplois est à encourager, **avec un programme de formation des artisans**, sur les matériaux, les techniques, les savoir-faire efficaces.

Au niveau des particuliers, il convient de combiner l'information, les incitations et montages financiers propices à la mise en place d'une efficacité énergétique optimale des bâtiments privés.

- **Le type d'urbanisation**, la densité adoptés sur nos territoires auront un impact certain sur notre consommation énergétique, que cela concerne les déplacements, ou la facture de chauffage. Les différents documents d'urbanisme (PLU, SCoT) devraient selon nous étudier de façon plus précise l'impact des projets et règlements sur notre dépendance énergétique. **Nous proposons que ces documents démontrent comment les choix actés sont pertinents et compatibles avec les objectifs de la transition énergétique. Leur incompatibilité doit devenir un motif de rejet.**

La capacité d'accueil des territoires doit être posée. La bonne santé d'une agglomération, les financements qu'elle perçoit, ne doivent plus se mesurer à l'augmentation du nombre de ses habitants.

- **Déplacements**

En PACA, l'utilisation du véhicule personnel est importante. 75% des trajets domicile / travail se font en voiture. En été, s'ajoutent les véhicules des touristes. Pour réduire les transports de toute nature, nous proposons donc :

- De faciliter les déplacements doux,
- De développer et de promouvoir le réseau de transports en commun. (faire mais aussi faire savoir qu'ils existent !), ainsi que l'inter-modalité.
- Encourager les entreprises à recourir au télétravail. L'intérêt ne se chiffre pas seulement en diminution des transports mais peut représenter une économie pour l'entreprise : locaux, chauffage...
- **Encourager dans tous les domaines, la consommation sur le lieu de production.** L'impact sera une diminution des transports avec une dynamisation de l'industrie locale. **Pourquoi ne pas créer et mettre en avant un label « made in PACA » ?** La consommation locale est un bienfait pour les biens de consommation, mais aussi pour l'énergie, et pour nos déchets. Ces derniers peuvent à leur tour redevenir énergie, au lieu d'en consommer en prenant la route. !
- Encourager le passage du fret sur le rail, ou par voie fluviale le long de la vallée du Rhône.
- Durcir la réglementation de certains transports : Déchets, produits issus de carrières d'extraction. Et bien sûr faire en sorte que cette réglementation soit appliquée.

## Position sur le débat sur la transition énergétique

- **Mettre en place les mesures sans regret** : réduction, extinction des éclairages nocturnes, réduction des vitesses limite...
- **Utilisation de produits durables** : La conception et le transport de biens de consommation sont fortement énergivores. Nous sommes à l'heure de promouvoir une société « d'utilisation durable », à l'instar d'une société « de consommation ». Il convient de ce fait d'assurer le développement de produits durables et locaux aux dépens de toute forme d'obsolescence programmée.

### ➤ Sortir des énergies dommageables pour notre santé et notre environnement, qu'elles soient fossiles ou nucléaires

Nous insistons sur l'incompatibilité de rechercher ou d'exploiter de nouvelles ressources d'hydrocarbures (conventionnelles et non conventionnelles) en PACA en parallèle du lancement d'un programme efficace de transition énergétique.

### ➤ Développer les énergies renouvelables

- **Lesquelles ?**

Le choix de telle ou telle EnR doit être guidé par les possibilités du site d'accueil : Ensoleillement ? Caractéristique des vents ? Géologie ? Activités générant quels types de déchets, en quelle quantité ? Chaque département doit être dans l'obligation incontournable de prendre en charge la revalorisation optimale de ses déchets.

Le solaire thermique est des plus rentables. Il doit devenir une obligation pour toute nouvelle construction, ou le remplacement d'un ancien chauffe-eau.

Le petit éolien a une place dans la fourniture d'énergie. La législation doit lui permettre de la trouver.

**La réponse ne sera jamais unique et aboutira de ce fait à un « mix énergétique optimum », combinant plusieurs sources d'énergie, répondant localement au besoin.**

- **Où ?**

Les sites retenus pour l'implantation d'EnR, doivent être judicieusement choisis. Ils se situent au plus près d'un pôle de consommation. Le meilleur compromis doit être trouvé entre la proximité de lieux habités et les gênes potentielles pour l'être humain. La technologie ainsi que les meilleures pratiques industrielles doivent contribuer à éviter les inconvénients pour l'être humain, dans le respect de la biodiversité, de la ressource en eau, de la qualité de l'air et de celle du sol.

Les zones protégées sont à proscrire. Nous préconisons d'investir en priorité des zones déjà artificialisées : ce seront les toits, hangars agricoles, parking, sites commerciaux et industriels.

- **Décentralisation**

Les EnR se prêtent à une production décentralisée. S'il ne s'agit pas d'abandonner toute centralisation, un équilibrage des niveaux de production est une opportunité à ne pas manquer.

## Position sur le débat sur la transition énergétique

Le transport de l'énergie est un facteur important de pertes par effet Joule. Nos paysages sont défigurés par les autoroutes de l'énergie électrique. L'effet sur la santé humaine et animale des lignes à haute tension fait polémique.

Ces 3 arguments doivent conduire à privilégier des projets d'EnR proches des lieux de consommation. La taille des projets d'EnR doit être déterminée non pas en fonction d'opportunités industrielles, mais **pour répondre à un besoin qui aura été quantifié auparavant**. La fourniture en énergie doit faire l'objet d'une part importante dans les objectifs de décentralisation voulus par le gouvernement, avec une décentralisation de pouvoirs et le transfert des compétences qui s'y rattache. Il convient que la législation permette une production d'énergie à toutes les échelles : de l'échelle individuelle à celle de la région. **Il doit devenir attractif de viser l'autonomie énergétique à chaque échelle de consommation et de territoire.**

La production d'énergie renouvelable et son stockage sur le lieu de sa consommation doit être encouragée et encadrée. La législation doit être adaptée. Elle doit être quantifiée et identifiée pour la bonne gestion de l'approvisionnement global sans pour autant faire de façon obligatoire l'objet d'un rachat par les fournisseurs d'électricité. C'est un point qui pourrait contribuer à désencombrer les autoroutes énergétiques.

Les collectivités locales doivent devenir des acteurs centraux de la transition énergétique. Leurs compétences en la matière doivent être renforcées ou accompagnées. En tant qu'acteurs de terrain, et en lien avec des porteurs industriels, les associations et les citoyens, des groupes de travail et de mise en œuvre de cogestion doivent être mises en œuvre, pour une implication large et effective.

- **Pour créer l'acceptation citoyenne**

Une implication citoyenne doit être de mise dès les premières phases d'un projet, de façon à créer les conditions d'une bonne acceptabilité par les riverains, et par les organisations de défense de l'environnement.

L'acceptabilité sera d'autant plus prononcée, si les citoyens comprennent le projet et entrevoient clairement quel sera son apport dans leur vie. L'implication citoyenne peut concerner une participation à la conception du projet, mais aussi son financement. C'est un point important en cette période de crise : Les français ont tendance à se rassurer en épargnant. Le financement de la transition énergétique sera une clé de sa réussite. Il sera nécessaire de promouvoir les montages financiers permettant une mobilisation attractive de l'épargne. Il faut redonner sa fonction première au livret développement durable (LDD).

- **Cogénération / récupération de thermies**

La cogénération est un pilier essentiel de l'efficacité énergétique. Elle doit être envisagée à chaque fois que possible, et rendue obligatoire dans certains cas. Les projets doivent être conçus pour la favoriser. Il est de même pour la récupération de thermies en général. Le traitement des déchets, les eaux usées, de nombreux procédés industriels sont générateurs de calories jusqu'à présent perdues (sauf pour l'atmosphère !). Au niveau de la construction de bâtiments neufs, devront être privilégiés et encouragés les projets qui ont étudié et proposent des dispositifs visant à récupérer la chaleur (eaux usées).

## Position sur le débat sur la transition énergétique

### ➤ Sur la gouvernance

Nous tenons à rappeler l'importance d'un contrôle démocratique des débats liés à la transition énergétique, vue l'importance du sujet et ses implications sur les orientations de la société à construire. Il paraît donc central qu'une instance élue, soit le chef de file de cette gouvernance régionale. L'acteur principal des actions à mener doit être « l'Intérêt général », qui passe par un partenariat inter-acteurs.

Le mode de Gouvernance à 5 (Etat, Collectivités territoriales, employeurs, associations, salariés) qui ouvre un réel dialogue doit être conservé. Un élargissement aux parlementaires est à considérer. Pour être représentatifs et efficaces, il convient de permettre aux collègues de cette Gouvernance d'avoir les moyens de leur implication. Des moyens équitables doivent donc être garantis entre les différents collèges (nombre équivalent de participants, mise à disposition d'un temps consacré à cette représentativité, moyens financiers...).

L'instance de cette gouvernance est à créer. Un renforcement en moyens, compétences, et pouvoirs d'une agence publique de l'énergie, (l'ADEME, l'observatoire régional de l'énergie...) est sans doute à envisager. Plus localement, elle pourrait s'appuyer sur les différents conseils de développement existants (des collectivités territoriales, du GPMM...) et futurs (métropole). Quoiqu'il en soit, l'instance devra être non seulement consultative, mais également opérationnelle et évaluatrice, avec des moyens de contrôles. Ceci demandera un pilotage fort, avec un rôle important de l' élu, portant une vision à long terme, et une réappropriation démocratique des décisions. Tout ceci dans un esprit de donner une cohérence d'ensemble à la transition énergétique.

Au niveau de la mise en œuvre, il s'agira de décliner les objectifs généraux quantifiés et qualifiés qui seront fixés dans les plans et programmes. Ces plans et programmes, à élaborer à chaque échelle de territoire, fixeront les objectifs, les moyens, et établiront un suivi de la mise en œuvre et son évaluation. Pour être effectifs et efficaces, les documents et plans devront être cohérents entre eux et opposables, revus et enrichis pour prendre en compte l'ensemble des finalités du développement durable, et pourront prendre des formes contractuelles (contrats de territoires). Un travail important a déjà été réalisé en la matière (SRCAE, PCET...). Il s'agit donc de bâtir sur ces documents, et de les rendre contractuels.

Enfin, l'appropriation territoriale de la transition énergétique passera par l'affirmation du principe de subsidiarité à chaque échelon local : La collectivité territoriale à qui sera déléguée la mise en œuvre des plans et programmes devra en être responsable. Elle devra par conséquent recevoir les moyens de la mise en œuvre (adaptation de la fiscalité...).

### ➤ Formations / recherche

Pour mettre toutes les possibilités à exécution, il convient que nos industriels aient toutes les meilleures cartes en main. Comme nous l'avons vu plus haut, les artisans doivent être formés et habilités à la réfection énergétique. Le champ des besoins ne se limite pas là. Nous aurons besoin de nouveaux savoir-faire dans des domaines et à des niveaux très variés :

- Ingénieurs, thermiciens, ENR
- Juristes, financiers, fonctionnaires territoriaux au fait de l'évolution de notre société en matière d'énergie



### Position sur le débat sur la transition énergétique

- Le fonctionnement d'une entreprise est énergivore à tous les niveaux, la sobriété et l'efficacité énergétique appliquées à la politique de l'entreprise contribuent à de meilleurs résultats économiques. En PACA 95% des entreprises sont des PME dont les managers n'ont souvent pas le loisir de soumettre le fonctionnement de leur entreprise, au prisme de la transition énergétique. Des formations ou études de cas pourraient être portés par les CCI / l'ADEME.
- Enfin la région PACA est un pôle majeur en matière de recherche. Le conseil régional finance d'ores et déjà des thèses. Il conviendrait d'amplifier cette action en privilégiant les sujets innovants, compatibles avec les objectifs de la transition énergétique. Tous les travaux concernant le stockage de l'électricité et de la chaleur (hydrogène, méthane) seraient les bienvenus.

#### ➤ Information / Mesures incitatives / financement de projets

Les acteurs institutionnels de la région devront développer une information sur les points amenant une réduction de nos consommations en énergie.

Cette information se doit d'être au plus près de l'évolution des connaissances techniques, et affranchie du poids et du frein des lobbyings.

A tous les niveaux de notre république des mesures incitatives devront être mises en place. Ces mesures sont de différentes natures : normes (RT), labels, incitations financières (subventions, crédits d'impôts, PTZ...). Le financement de la transition énergétique doit devenir une priorité, dans l'attribution des fonds publics. Entre 2 projets, le choix de financement doit se porter sur celui qui offre les meilleures garanties de sobriété, et/ou d'efficacité énergétiques.

Concernant l'électricité, les consommations continuent d'augmenter en période de pointe, en conséquence, nous préconisons que soit mis en place par les distributeurs non plus un système jour / nuit, mais un tarif supérieur lors des pics, et inférieur pour les heures réellement creuses (donc 3 tarifs différents : pic, normal, creux). Cette mesure amènerait particuliers et entreprises à faire les efforts nécessaires pour différer leurs consommations

#### ➤ Contrôle de l'efficacité des mesures prises / Sanctions

L'observatoire régional de l'Energie devra être doté de moyens lui permettant de suivre l'évolution des consommations et de la production d'énergie. Ses observations doivent être suivies d'actions : En aval, il sera nécessaire de veiller au bon respect des objectifs et de rectifier en cas de distorsion. Il convient également de se doter des outils de vérification de l'efficacité des mesures mises en place : contrôle effectif du respect des normes (habitat), assorti d'une obligation de réparation le cas échéant, voire de sanctions dissuasives.

D'une manière générale, la législation et la fiscalité doivent être pensées pour mener cette transition. Ainsi, nous proposons un « bonus/malus » de la consommation énergétique des bâtiments. Ce « bonus / malus » pourrait s'appliquer sur la taxe foncière.



## Position sur le débat sur la transition énergétique

### ➤ Les grands projets

Les grands projets structurants pour le pays sont envisagés pour répondre à un besoin à long terme. Ils mobilisent d'importants budgets et marquent nos paysages. L'état porte la décision de les mettre en œuvre. Dans le cadre de cette transition énergétique, à juste titre voulue par l'Etat, il serait cohérent que les grands projets, particulièrement, ceux touchant les domaines de l'énergie (exemples : ERIDAN, réseau THT), soit envisagés au travers du viseur de la transition énergétique. En effet, ils devront répondre aux besoins de demain et non pas ceux d'hier.

## 5 En conclusion

Même si au vu des menaces qui pèsent sur notre région en matière de réchauffement climatique et pollutions diverses, le SRCAE dans sa version actuelle, les autres documents régionaux peuvent sembler insuffisants et au-dessous des objectifs nationaux, nous demandons à ce que soit instituée une obligation de résultats sur la base la plus engagée de ces documents. Il est inconcevable de continuer à payer des amendes à l'Europe, alors que la transition énergétique reste à financer. Pour affirmer la volonté du pays et de notre région dans la voie de la transition énergétique, ces documents doivent devenir opposables.

Nous l'avons vu, la transition énergétique est un projet immense que nous avons l'obligation et la responsabilité de réussir pour nous-mêmes et les générations futures. C'est aussi une exaltante opportunité d'offrir à nos enfants un monde meilleur. La transition énergétique aura certes pour effet de purifier l'air en PACA, elle sera, à n'en pas douter un souffle extraordinairement dynamisant pour notre économie, en étant une source d'emplois et donc de pouvoir d'achat pour nos concitoyens.

Reste à avoir le courage.et ..... **l'énergie !**